

SRI LANKA

Amnesty International se félicite de l'action du gouvernement contre les escadrons de la mort.

Index FI: FI 37/17/95

« L'arrestation la semaine dernière de 18 membres des forces de sécurité et de sept informateurs civils, présumés responsables d'avoir fait "disparaître", torturé et tué au moins 21 personnes, devrait faire clairement comprendre aux forces de sécurité que les violations des droits de l'homme ne sont plus tolérées », a déclaré aujourd'hui Amnesty International.

Parmi les personnes arrêtées, 10 font partie de la Force d'intervention spéciale, une unité de choc de la police ; selon certaines informations, le chef de cette unité aurait été suspendu par le chef de l'État, Chandrika Bandaranaike Kumaratunga.

« Tout en nous réjouissant de ces arrestations et de cette suspension, nous exhortons le gouvernement sri-lankais à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les informations judiciaires à ce sujet se déroulent sans entraves et que les responsables soient rapidement conduits devant la justice », a précisé Amnesty International, qui demande également au gouvernement de veiller à ce que le sort de toutes les personnes récemment portées "disparues" soit entièrement éclairci, et que les parents des victimes reçoivent une réparation suffisante.

Treize des victimes ont été identifiées comme étant des Tamouls enlevés dans la capitale, Colombo, au cours de ces derniers mois. Leurs corps ont été retrouvés dans des lacs et des cours d'eau aux alentours de la capitale.

Le 30 août, lors d'une conférence de presse, le chef du Criminal Investigation Department (CID, police judiciaire), chargé d'enquêter sur les enlèvements de Colombo, a annoncé avoir trouvé des preuves que les victimes avaient été torturées et étranglées avec des menottes en plastique. On les a ensuite laissées dans des toilettes désaffectées du siège de la Force d'intervention spéciale avant d'aller les jeter dans des lacs et des cours d'eau proches de la capitale.

Le 29 juin, le président Kumaratunga avait ordonné une enquête sur les 11 corps découverts jusqu'alors dans le lac Bolgoda, au sud de Colombo.

Amnesty International avait déjà exprimé l'inquiétude que lui inspirait la résurgence de la pratique des "disparitions", si répandue entre 1988 et 1990. À partir de la mi-avril, après la reprise des combats dans le nord-est du pays entre les forces de sécurité et le Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE, Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), le principal groupe armé d'opposition tamoul, des "disparitions" ont de nouveau été signalées, en particulier dans le nord-est du pays et dans la capitale.

À ce jour, 29 "disparitions" ont été signalées à Amnesty International : 14 à Batticaloa, deux dans le district de Mullaitivu, une dans le district de Pollonaruwa, onze à Trincomalee et une à Vavuniya. L'Organisation exhorte le gouvernement à faire en sorte que ces disparitions soient soumises à une enquête impartiale et approfondie. |